



## Soutien de la FSU au mouvement des Gilets Jaunes

L'ampleur que prend à la Réunion le mouvement des gilets jaunes est le révélateur d'une situation sociale identifiée de longue date et qui ne cesse de s'aggraver. En effet, les signaux sociaux sont au rouge dans notre département : chômage, illettrisme, pauvreté, précarité, inégalités croissantes sont le lot de beaucoup de nos concitoyens.

La FSU, avec d'autres organisations syndicales, n'a cessé d'alerter les pouvoirs publics sur l'inacceptable difficulté sociale de nombre de Réunionnais et l'urgence à y répondre, par exemple lors de la mise en place du COSPAR en 2009. C'est pourquoi elle soutient ce mouvement historique de colère porté par les gilets jaunes.

Si la FSU condamne évidemment toute forme de violence qui peut survenir en marge des manifestations, elle observe que depuis l'installation du gouvernement Macron-Philippe, jamais les populations les plus fragiles n'ont été autant matraquées : baisse des APL, des contrats aidés, augmentation de la CSG, attaques sur les droits des salariés (ordonnances Code du Travail), les retraites, les services publics et tout cela en cajolant les plus riches : la suppression de l'impôt de solidarité sur la fortune est à cet égard une immense faute morale. Mettre en faillite les services publics pour les livrer en pâture au privé (CAP 22), saborder l'enseignement public (réformes des lycées, du bac, suppression de postes...), ré-inventer le tri social à l'école (Parcoursup, enseignement professionnel...) sont également des fautes morales.

A cette violence politique s'ajoutent un discours autoritaire et méprisant et le refus d'entendre les revendications pourtant légitimes des salariés, chômeurs et retraités défendus par les organisations syndicales.

Les pouvoirs publics se sont employés au fil du temps à jeter le discrédit sur les syndicats, minimisant leur fonction sociale et les accusant de bloquer la modernisation du pays, d'être conservateurs et corporatistes.

Aujourd'hui, le Préfet de la Réunion les invite autour de la table pour éteindre un feu que ce pouvoir a du mal à contenir.

Mais comment ne pas comprendre que, dans ce contexte délité et à force d'entendre qu'ils font partie des « gens qui ne sont rien », qu'il suffirait de « traverser la rue » pour trouver un emploi, que les aides sociales coûtent « un pognon de dingue » tout en subissant une baisse continue de pouvoir d'achat, la population Réunionnaise est à bout de patience et ceux à qui on donne tellement peu n'ont plus rien à perdre ?

C'est pourquoi la FSU considère qu'il est plus que temps que le gouvernement entende la colère des Réunionnais et prenne très rapidement les mesures à même d'améliorer la vie quotidienne de toutes et tous. Dans cette perspective, la plateforme intersyndicale est un point d'appui incontournable. Emplois, salaires, pouvoir d'achat, services publics, logements, retraites... il est urgent d'entendre nos revendications et d'écouter tous les Réunionnais.